Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction mobilité, emplois,carrières** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDMEC/2014-618** **25/07/2014**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 3

Objet : Appel à candidatures : 3 postes dans le 2ème cercle

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Pour toute information complémentaire, il est possible de prendre contact auprès de Madame Isabelle FABREGUE (assistante à la sous-direction mobilité, emplois, carrières) - tél. : 01.49..55.53.65 - mail : isabelle.fabregue@agriculture.gouv.fr.

Agence Nationale de Sécurité Sanitaire Alimentation, Environnement, Travail (ANSES) :

1 poste de coordinateur d'expertise scientifique en évaluation des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux (F/H) (catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt - Direction Générale des Politiques Agricole, Agroalimentaire et des Territoires :

1 poste de conseiller pour les affaires agricoles en Arabie Saoudite (SER de Riyad) avec compétence régionale sur les pays du CCEAG : Arabie Saoudite, Bahreïn, Emirats Arabes Unis, Koweït, Oman et Qatar) (F/H) (catégorie A ou A+) à RYAD (ARABIE SAOUDITE).

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA) :

1 poste de chef(fe) de projet "dispositifs de surveillance et d'évaluation" (catégorie A) à VINCENNES (94).

Le sous-directeur mobilité, emplois, carrières

Signé : Michel GOMEZ

Date : 24/07/2014

Poste à pourvoir	**Coordinateur d'expertise scientifique en évaluation des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat de droit public à durée déterminée (2 ans)**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des risques (DER), Unité d'évaluation des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux (UERSABA).

Missions / contexte

La DER assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel aux collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle peut également faire appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure des missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Sous la responsabilité du chef d'unité et de son adjoint, l'unité comprend cinq coordinateurs d'expertise scientifique. Elle assure l'animation, la coordination scientifique et le suivi des travaux de deux Comités d'experts spécialisés « Alimentation animale » et « Santé animale », ainsi que des groupes de travail (GT) thématiques qui leur sont rattachés, dont un dédié au bien-être des animaux. Elle assure la communication scientifique des produits de l'expertise et présente l'activité scientifique de l'unité auprès des instances nationales et/ou communautaires.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité et de son adjoint, le coordinateur d'expertise scientifique a pour mission d'assurer la préparation et le suivi de l'expertise collective et des produits qui en sont issus, dans le domaine de l'évaluation des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux.

Activités

En collaboration avec les autres scientifiques de l'unité :

- Analyser et assurer le cadrage des saisines, piloter leur traitement dans le cadre de l'expertise collective réalisée par les Comité d'experts spécialisés « Santé animale » et « Alimentation animale » et par les groupes de travail qui lui sont rattachés.
- Produire des avis scientifiques et recommandations de l'Anses dans les domaines de la santé animale, de l'alimentation et du bien-être des animaux, sur la base des rapports d'expertise collective.
- Outre les aspects d'organisation et de coordination de collectifs d'experts, l'activité du coordinateur scientifique d'expertise inclut dans de nombreux cas des recherches bibliographiques, la mise en œuvre de méthodes d'analyse de risque, ainsi que des travaux de synthèse et de rédaction, à partir des contributions des experts et/ou en appui aux GT thématiques.
- Certaines saisines, portant sur des sujets d'actualité, sont traitées dans le cadre d'une cellule d'urgence où l'implication du coordinateur scientifique d'expertise comprend la rédaction des projets d'avis.
- Assurer la mise en œuvre et le respect des procédures qualité applicables à l'expertise collective, dans le cadre de la politique qualité de l'Anses ;
- Assurer les activités de veille évènementielle dans les domaines d'activité de l'Unité ;
- Participer à la communication scientifique sur les avis et rapports produits par l'Agence ;
- Présenter l'activité et les produits de l'unité auprès des instances nationales

Conditions particulières

Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

** Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC + 5 en sciences du vivant (vétérinaire, agronomie, santé publique,…).
Formations complémentaires appréciées dans l'un ou plusieurs des domaines suivants : épidémiologie, analyse de risques, infectiologie, productions animales, alimentation animale, bien-être des animaux.

Expériences similaires : Une première expérience dans l'un ou plusieurs des domaines suivants : épidémiologie, analyse de risques, infectiologie, productions animales, alimentation animale, bien-être des animaux serait appréciée.

Compétences

- Connaissance des grandes problématiques de productions animales ;
- Aptitude à la démarche et au raisonnement scientifique ;
- Des compétences spécifiques en analyse de risques seraient appréciées ;
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale ;
- Capacité d'analyse et de synthèse ;
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe ;
- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique ;
- Force de proposition ;
- Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite et orale) ;
- Maitrise de l'outil informatique (pack office, pro logiciels, logiciels).

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 15/08/2014

Renseignements sur le poste : Charlotte DUNOYER, charlotte.dunoyer@anses.fr ; tel : 01 56 29 16 09

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2014-071 à recrutement@anses.fr.

DIRECTION GENERALE DES POLITIQUES AGRICOLE, AGROALIMENTAIRE et des TERRITOIRES
Service des Relations Internationales

Conseiller pour les affaires agricoles en Arabie Saoudite (SER de Riyad) avec compétence régionale sur les pays du CCEAG : (Arabie Saoudite, Bahreïn, Emirats Arabes Unis, Koweït, Oman et Qatar)

Catégorie A/A+

Dans le cadre du réseau agricole régalien à l'étranger, un conseiller pour les affaires agricoles (CAA) est mis à disposition du Service Economique Régional (SER) près l'Ambassade de France à Riyad en Arabie saoudite.
Zone d'activité régionale : Arabie Saoudite, Bahreïn, Emirats Arabes Unis, Koweït, Oman et Qatar.

Nature de l'activité
Sous l'autorité du chef du service économique régional, les missions du CAA sont les suivantes :

- Mission générale d'information et de veille pour le compte de l'État sur la situation des secteurs agricole et agroalimentaire des pays du Proche et du Moyen-Orient et en matière de politiques agricole, alimentaire et de la pêche ;

- Mission générale de relais local des positions et démarches de l'État auprès des autorités locales et acteurs du secteur, mission d'information et de promotion du modèle agricole et alimentaire français, d'influence auprès des partenaires étrangers, de négociation des conditions d'accès au marché et d'accueil des délégations institutionnelles françaises ;

- Mission générale d'accompagnement à la promotion des exportations ;

- Relation étroite avec la Représentation de l'Union européenne et les ambassades des États membres sur place, dans le but de faire progresser les dossiers d'intérêt commun (dialogue réglementaire et accès au marché notamment).

Pour ce faire, le CAA a en particulier pour tâches, en appui au réseau de la DG Trésor, de :

- Maintenir et animer un réseau d'interlocuteurs dans les administrations et autres institutions compétentes, ainsi que dans les organisations agricoles et de consommateurs, afin de faciliter le dialogue entre les autorités françaises et celles de ces pays ;

- Effectuer une veille active et informer les autorités françaises, et plus particulièrement le MAAF, sur l'évolution de l'agriculture dans ces pays, les orientations de leurs politiques agricole, alimentaire et commerciale au plan national et international (notamment accords commerciaux entre l'UE et ces pays), y compris sous l'angle sanitaire et phytosanitaire (SPS), et ses incidences ;

- Soutenir et promouvoir les positions et le modèle français (SPS, OMC, PAC, G20, indications géographiques notamment) auprès de ces administrations et institutions, et, si besoin est, représenter la France dans les comités ou réunions internationales relatives au champ d'action du MAAF tenus dans ces pays ;

- Identifier les enjeux agricoles pour la France dans ces pays, en termes d'influence économique, politique et commerciale, à court, moyen et long terme, et contribuer à l'actualisation de la stratégie d'influence à l'international du MAAF ;

- Susciter, suivre et évaluer des actions de coopération et de partenariat pertinentes en termes d'influence ou d'échanges commerciaux, mobilisant si possible les instruments de la politique européenne de voisinage (TAIEX, jumelages, ENPARD), notamment dans le domaine SPS, en lien avec la DGAL, et en matière de formation, de recherche agronomique au sens large, voire de coopération culturelle et touristique autour de l'agriculture, en collaboration avec les SCAC et la DGER ;

- Favoriser la concertation entre les acteurs de la promotion agricole (SOPEXA, ADEPTA, UbiFrance), suivre et évaluer les actions de promotion bénéficiant d'un soutien de l'UE ou de la France ;

- Faciliter le développement du commerce agro-alimentaire de la France vers ces pays, ce qui inclut notamment de connaître les réglementations applicables aux importations agro-alimentaires, d'identifier les opportunités commerciales et les contraintes au commerce (notamment SPS), et d'appuyer les SE dans le règlement des différends commerciaux relevant d'une intervention régalienne ;

- Préparer et conduire en lien avec la DGAL et FranceAgriMer **les négociations de levée des barrières SPS au commerce** (ouverture de marchés, validation de certificats sanitaires…) et, le cas échéant, prêter assistance à la Commission européenne dans ce domaine.

Qualités requises :

- Esprit d'initiative, d'analyse, de synthèse, rigueur, capacité à conduire des projets ;
- Aptitude à travailler en milieu multiculturel, sens des contacts humains et des négociations internationales ;
- Bonne maîtrise de la langue anglaise (la maîtrise de l'arabe est un plus) ;
- Pratique de l'administration centrale et des relations européennes et internationales ;
- Connaissance de la politique agricole européenne et nationale, et aptitude aux négociations SPS ;
- Autonomie en matière bureautique et logistique, de nombreux déplacements étant à prévoir.

Durée de l'engagement : 3 ans

Personnes à contacter :
Marie-Hélène Le Henaff - Sous-directrice des échanges internationaux
DGPAAT - Tél. : 01.49.55.45.08 marie-helene.le-henaff@agriculture.gouv.fr
Anne Gautier – Chef du bureau des relations bilatérales
DGPAAT - Tél. : 01.49.55.45.64 anne.gautier@agriculture.gouv.fr
Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPAAT, Bureau des échanges et promotion, à Colette Bourjoux, mail : colette.bourjoux@agriculture.gouv.fr

ONEMA
Office national de l'eau
et des milieux aquatiques

Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, et de l'Energie
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques

AVIS DE VACANCE DE POSTE

À pourvoir par un fonctionnaire exclusivement
(en position normale d'activité ou par la voie du détachement sur contrat)

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chef de projet « dispositifs de surveillance et d'évaluation » (H/F)**
Affectation :	Direction de la connaissance et de l'information sur l'eau
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef du département méthodes et outils pour la surveillance et l'évaluation
Résidence administrative :	Siège de l'Onema – Vincennes (94300)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :

L'Office national de l'Eau et des Milieux Aquatiques, établissement public administratif (plus de 850 agents pour un budget de 150 M€), sous la tutelle du ministère chargé de l'Ecologie, conduit des missions d'intérêt général telles que :
• la mobilisation de la recherche, l'organisation, la production et la diffusion d'une expertise fondée sur les connaissances scientifiques, en appui à la conception, à la négociation, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques publiques de l'eau ;
• la contribution à la surveillance de l'eau et des milieux aquatiques, ainsi qu'au contrôle de leurs usages, et participation à la prévention de leur dégradation, à leur restauration et à la préservation de la biodiversité ;
• la coordination et l'animation du système d'information sur l'eau et la participation à l'acquisition de données, ainsi qu'à la mise à disposition des informations auprès du public et des autorités tant européennes que nationales et locales ;
• la contribution au financement de politiques prioritaires, notamment au titre de la solidarité entre les bassins.

L'ONEMA est organisé selon trois niveaux géographiques, avec un niveau national, un niveau régional et un niveau départemental.

La DCIE assure la mise en place et la coordination technique du système d'information sur l'eau (SIE). Elle agit selon un mode partenarial et en subsidiarité avec les bassins.Elle est organisée en 4 départements au niveau national. Elle s'appuie sur les unités chargées de la connaissance environnementale dans les délégations inter régionales qu'elle anime.

Mission :

Prendre part à la définition, à la mise en œuvre et au suivi des programmes de surveillance et d'évaluation de l'état des eaux.

Activités principales :

- Apporter un appui technique à la définition, à la mise en œuvre et au suivi des programmes de surveillance (toutes catégories d'eau et toutes thématiques, avec un focus sur les eaux de surface continentales), de la collecte des données de surveillance, et de l'évaluation de l'état des eaux (toutes catégories d'eau et toutes thématiques);
- Établir des analyses et des synthèses de données sur la définition et les résultats de la surveillance et de l'évaluation de l'état des eaux et contribuer à des actions thématiques impliquant les délégations régionales et les autres directions métier de l'établissement, notamment pour développer l'information technique, la communication et la diffusion des données sur l'eau ;
- Organiser le transfert des méthodes aux acteurs opérationnels, et élaborer les partenariats nécessaires ;
- Contribuer à l'élaboration de la démarche pression-état-impact, dans le cadre de la DCE ;
- Participer aux échanges européens multilatéraux et bilatéraux (stratégie commune de mise en œuvre de la DCE, Agence européenne de l'environnement,…) et à la mise en place du rapportage auprès de la Commission et de l'Agence européennes ;
- Participer au renforcement de la cohérence des activités thématiques et territoriales de l'établissement et contribuer à la formation des agents des services territoriaux.

Relations liées au poste

Relations internes
Directions métiers de la direction générale, délégation à l'information et à la communication, délégation aux systèmes d'information et délégations régionales.

Relations externes
Partenaires institutionnels (direction de l'eau et de la biodiversité, DREAL, agences de l'eau, etc.), organismes de recherche (Irstea, Ineris, Brgm, Ifremer, Aquaref, universités, etc.), Sandre, bureaux d'étude et organisations professionnelles.

Profil recherché

Master 2 ou diplôme d'ingénieur
Expérience dans le secteur de l'eau ou de l'environnement appréciée

Compétences et qualités requises

Connaissances :
Connaissance du contexte réglementaire (directive-cadre, loi sur l'eau, etc.) et institutionnel ;
Connaissance en écologie des milieux aquatiques, surveillance environnementale, données et indicateurs d'état des eaux.

Savoir faire opérationnel :
Aptitude au travail en partenariat
Capacité à travailler de façon organisée et en temps limité, forte réactivité indispensable
Capacité à communiquer, créativité et esprit d'initiative
Aptitude au pilotage de réseaux et à la communication avec des partenaires extérieurs
Méthode, rigueur, sens de l'organisation

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (curriculum vitae détaillé et lettre de motivation) sous la référence DCIE/CPDSE/F par courriel à recrutement@onema.fr ou par voie postale à l'adresse suivante :

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques - Délégation aux ressources humaines
Immeuble « Le Nadar » - Hall C - 5, square Félix Nadar- 94300 VINCENNES

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 22 août 2014